



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 28 février 2001

Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Comptes économiques et financiers nationaux, année 2000 et quatrième trimestre de 2000**

La croissance du produit intérieur brut réel a ralenti, pour se fixer à 0,6 % au quatrième trimestre, après une hausse trimestrielle moyenne de 1,2 % depuis le milieu de 1998. De fortes hausses tout au long de 1999 et en début d'année 2000 ont mené à une croissance annuelle de 4,7 %, un taux semblable à celui de l'année précédente.

2
- **Balance des paiements internationaux, quatrième trimestre de 2000**

En chiffres désaisonnalisés, l'excédent du compte courant du Canada a crû de 1,2 milliard de dollars pour atteindre 5,9 milliards de dollars au quatrième trimestre. Il s'agissait du quatrième excédent d'importance consécutif, qui a porté le total pour 2000 à 18,9 milliards de dollars, soit plus de quatre fois le dernier excédent annuel de 4,6 milliards de dollars, réalisé en 1996.

10
- **Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs, décembre 2000**

La faiblesse persistante du secteur de la fabrication a limité à 0,2 % la croissance du produit intérieur brut en décembre. Si l'on exclut le secteur de la fabrication, les autres branches d'activité ont affiché une hausse plus substantielle de 0,4 % en décembre.

17

NOUVEAUX PRODUITS 22

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: Mars 2001 24



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Comptes économiques et financiers nationaux

Année 2000 et quatrième trimestre de 2000

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a ralenti, pour se fixer à 0,6 % au quatrième trimestre, après une hausse trimestrielle moyenne de 1,2 % depuis le milieu de 1998. La demande intérieure finale est demeurée pratiquement inchangée, après plusieurs trimestres de forte croissance, et la croissance des exportations a continué de ralentir pour s'établir à 0,3 %. De fortes hausses tout au long de 1999 et en début d'année 2000 ont mené à une croissance annuelle de 4,7 %, un taux semblable à celui de 1999.

Produit intérieur brut aux prix de 1992¹

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2000	1,2	4,8	4,9
Deuxième trimestre de 2000	1,0	4,3	5,2
Troisième trimestre de 2000	1,1	4,5	4,7
Quatrième trimestre de 2000	0,6	2,6	4,0
Année 2000	4,7	...	4,7

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

... N'ayant pas lieu de figurer.

L'investissement des entreprises en usines et matériel a chuté de 2,4 % au quatrième trimestre, malgré une hausse de la construction non résidentielle qui n'a pu compenser la baisse de 4,0 % des achats de machines et matériel. Pratiquement toutes les catégories d'investissement en machines et matériel ont enregistré un recul.

La croissance des dépenses personnelles a ralenti durant le quatrième trimestre (+0,6 %), principalement en raison d'une baisse de 8,6 % des achats de véhicules automobiles. Cette baisse a fait suite à une hausse qui découlait des mesures incitatives des concessionnaires durant le troisième trimestre. En excluant les véhicules automobiles, l'augmentation des dépenses personnelles se chiffrerait à 1,1 %. L'arrivée hâtive de l'hiver dans de nombreuses régions du Canada a entraîné une hausse des dépenses en gaz naturel et en électricité et a aussi stimulé les achats de matériel récréatif et de sport.

Note aux lecteurs

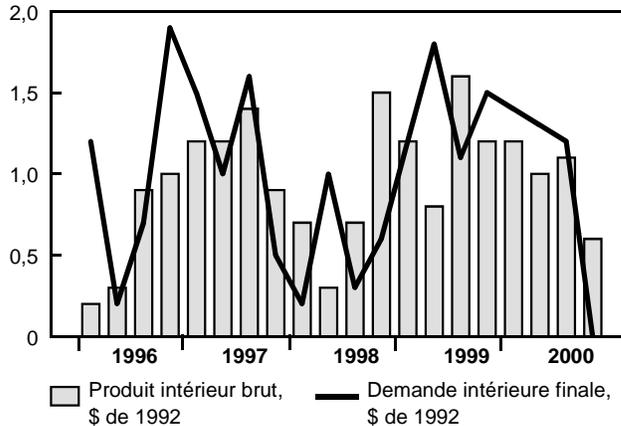
À compter du 31 mai, les comptes trimestriels des revenus et dépenses adopteront la formule de l'indice Fisher, enchaîné trimestriellement, comme mesure officielle du produit intérieur brut réel (PIB) en termes de dépenses. Deux raisons motivent l'adoption de cette formule: elle produit la mesure la plus précise de la croissance du PIB et de ses composantes d'un trimestre à l'autre; le changement permettra aussi de comparer la mesure canadienne aux comptes trimestriels des revenus et des produits des États-Unis, qui utilisent également la formule de l'indice en chaîne Fisher pour mesurer le PIB réel.

En employant la méthode de l'indice en chaîne Fisher, les taux de croissance trimestriels du PIB pour l'année 2000 seraient de 1,3 % pour le premier trimestre, de 0,6 % pour le deuxième, de 0,9 % pour le troisième et de 0,3 % pour le quatrième.

Pour plus de renseignements sur ce changement, consultez le document Indices de volume en chaîne Fisher dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Documents sur la qualité des données et la méthodologie, Documents sur la méthodologie.

La croissance du PIB ralentit après plusieurs trimestres vigoureux

Variation trimestrielle en %



La croissance des exportations a ralenti pour un troisième trimestre consécutif (+0,3 %), à la suite de la baisse continue de la demande de nos voisins du Sud et de la chute des exportations d'automobiles. Les exportations de machines et matériel, tout comme celles des produits de l'énergie, ont toutefois été vigoureuses, augmentant de 4,7 % et de 1,7 % respectivement.

Les stocks ont continué d'augmenter, mais à un rythme beaucoup plus lent qu'au troisième trimestre. Les stocks ont été liquidés en ce qui concerne le

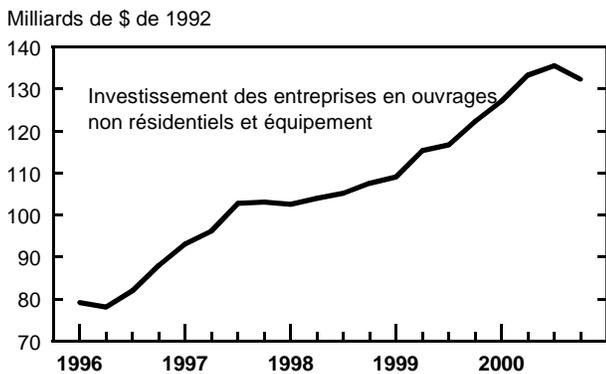
commerce de détail (en particulier dans le cas des automobiles), tandis que les grossistes ont réduit leur taux d'accumulation des stocks. Même si les stocks des fabricants ont continué de s'accumuler, le taux a toutefois été quelque peu inférieur à la forte accumulation du troisième trimestre. L'accumulation concernait surtout les produits électriques et électroniques.

Le revenu personnel disponible (après impôt) a connu une solide augmentation de 2,3 % au quatrième trimestre, soit la hausse trimestrielle la plus importante depuis 1990. La hausse a été attribuable à de fortes augmentations du revenu du travail, des revenus de placements et des transferts en provenance des administrations publiques, jumelées à une réduction de l'impôt sur le revenu.

Repli de l'investissement des entreprises en usines et matériel

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et équipement a chuté de 2,4 % au quatrième trimestre. L'investissement en construction non résidentielle s'est accru de 1,1 %, les gains étant concentrés dans les ouvrages de génie. La construction de bâtiments a connu une tendance à la hausse après deux déclin trimestriels.

L'investissement en usines et matériel fléchit



La baisse de 4,0 % de l'investissement en machines et matériel a plus qu'annulé la hausse dans la construction non résidentielle. On a constaté une baisse similaire pour ce qui est des importations de machines et matériel. L'investissement en ordinateurs et autre matériel de bureau a chuté de 8,1 %. Il s'agit de la première baisse trimestrielle après presque trois années de croissance ininterrompue. On a constaté également une baisse des achats d'automobiles, de camions, d'autre matériel de transport, de matériel de télécommunications et d'autres machines et matériel.

Ralentissement de la demande des consommateurs pour les automobiles

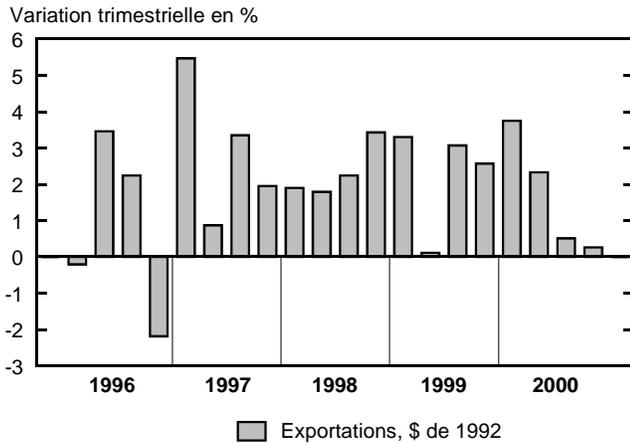
La croissance des dépenses de consommation a ralenti pour se fixer à 0,6 % au quatrième trimestre, freinée par une baisse de 8,6 % des achats de véhicules automobiles. Cela s'explique entre autres par la fin des mesures incitatives des concessionnaires visant à liquider les modèles 2000. La catégorie «pièces et réparation de véhicules automobiles» a connu, en revanche, une hausse de 4,4 %. En excluant les achats de véhicules automobiles, la croissance des dépenses de consommation aurait été de 1,1 %.

L'arrivée hâtive de l'hiver dans de nombreuses régions du Canada est venue augmenter la consommation de gaz naturel et d'électricité au quatrième trimestre. Par ailleurs, les chutes de neige précoces ont stimulé les achats de matériel récréatif et de sport. Les dépenses personnelles au chapitre du transport aérien ont aussi fortement progressé, tout comme les dépenses de restauration et d'hébergement.

Le ralentissement de la croissance des exportations se poursuit

La croissance des exportations de biens et services a continué de ralentir (+0,3 %), après un fléchissement marqué au troisième trimestre. Comme la demande a diminué chez nos voisins du Sud, les exportations de produits automobiles ont baissé pour un troisième trimestre consécutif. Le fléchissement de la demande américaine de papier a affaibli les exportations de produits forestiers. Les exportations de biens et de matériaux industriels, ainsi que les produits de l'agriculture et de la pêche ont également diminué.

La demande américaine plus faible explique le ratentissement des exportations



Ces baisses ont été compensées par des exportations à la hausse de machines et matériel (+4,7 %) et de produits de l'énergie (+1,7 %). On a observé une hausse considérable des exportations de machines et de matériel de bureau, de moteurs et de pièces d'aéronef, ainsi que de matériel de télécommunications. En matière d'énergie, la montée en flèche de la demande américaine pour le gaz naturel a entraîné une augmentation de 7,4 % du volume des exportations et a exercé une pression à la hausse sur le prix du gaz naturel, qui a continué d'augmenter de 20 % durant le trimestre. Les exportations de pétrole brut ont aussi progressé fortement, après une baisse au troisième trimestre, tandis que le volume des exportations d'électricité a chuté.

Réduction de l'accumulation des stocks

Les détaillants ont liquidé leurs stocks au cours du quatrième trimestre, en particulier les stocks d'automobiles. Les stocks des détaillants en biens non durables ont également baissé. Les grossistes ont réduit leur taux d'accumulation des stocks. Les stocks ont continué de s'accumuler dans la fabrication, quoique à un taux moins élevé qu'au troisième trimestre, caractérisé par une forte augmentation. L'accumulation du quatrième trimestre est surtout provenue des stocks de produits électriques et électroniques.

Par ailleurs, les stocks de gaz naturel ont baissé par suite de la demande accrue au pays et aux États-Unis.

Le revenu disponible augmente fortement

Le revenu personnel disponible a connu une forte progression de 2,3 % en valeur nominale, soit la hausse trimestrielle la plus importante depuis 1990. Le revenu du travail a crû de 1,2 %, et les intérêts, les dividendes et les revenus divers de placement ont augmenté de 3,7 %, amplifiés par les paiements fédéraux d'intérêts au chapitre de l'équité en matière d'emploi en décembre. Le remboursement en Alberta d'une taxe à l'énergie a fait grimper les transferts aux particuliers en provenance des administrations publiques (+2,1 %).

Alors que le revenu personnel a crû de 1,5 % au quatrième trimestre, les réductions des impôts fédéral et provinciaux et les remboursements d'impôts provinciaux (notamment, le dividende accordé aux contribuables de l'Ontario) ont entraîné une baisse de 2,0 % de l'impôt sur le revenu, ce qui a donné un élan supplémentaire au revenu disponible (après impôt). Après avoir chuté pour se situer à 2,3 % au troisième trimestre, le taux d'épargne personnelle a retrouvé son niveau précédent (3,5 %). Cette hausse de l'épargne a été investie en grande partie dans des actifs financiers.

Résultats de l'année 2000

Le produit intérieur brut réel s'est accru de 4,7 % en 2000, soit un taux semblable à celui de 1999. Le revenu du travail a fortement augmenté, et la poussée des prix des produits de base a entraîné une croissance impressionnante des bénéfices des sociétés pour une deuxième année consécutive. L'indice de prix en chaîne du PIB, stimulé par des prix plus élevés pour les produits exportés, a augmenté de 4,1 %, la plus forte hausse annuelle depuis 1989. Les exportations en volume ont affiché une autre progression de près de 10 %, et la croissance de l'investissement des entreprises en usines et matériel a surpassé celle, déjà forte, de 1999.

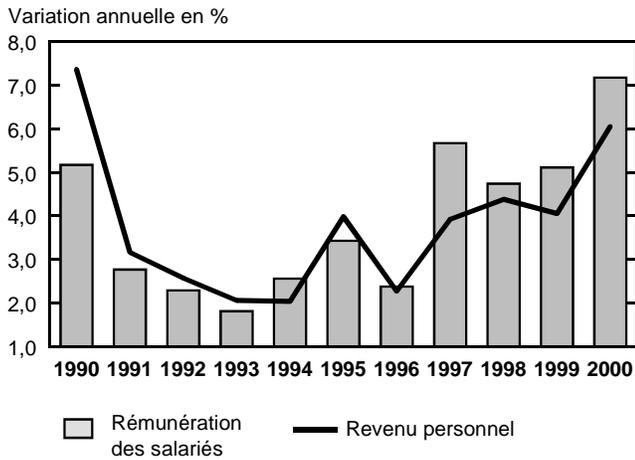
L'état de la situation financière des administrations publiques a continué d'afficher une amélioration marquée, surtout à l'échelon fédéral. L'excédent de l'administration fédérale (sur la base de la comptabilité nationale) a gonflé pour atteindre deux fois et demi son niveau de 1999, et la dette sur le marché du crédit a baissé.

Croissance robuste du revenu du travail

Le revenu du travail a grimpé de 7,2 % aux prix courants; il s'agit de la plus forte augmentation annuelle depuis plus d'une décennie. La hausse a été attribuable, dans une proportion de 0,5 %, aux paiements fédéraux d'équité en matière d'emploi. La rémunération moyenne

s'est accélérée, et l'emploi a aussi enregistré des gains solides. La croissance des dépenses personnelles (+6,4 %) ayant surpassé celle du revenu personnel (+6,1 %), le taux d'épargne a reculé pour s'établir à 3,2 % pour l'année 2000.

La croissance annuelle la plus forte du revenu du travail depuis plus d'une décennie



La hausse du revenu a eu une incidence positive sur la consommation de biens durables, qui a continué d'augmenter à un rythme vigoureux. Les achats de véhicules neufs ont enregistré une croissance de près de deux chiffres par suite des mesures incitatives des concessionnaires au début de l'automne. Les ventes de matériel récréatif, de sport et de camping ont aussi bondi (+12,9 %).

Les bénéfices des sociétés stimulés par la hausse des prix des produits de base

Les bénéfices des sociétés ont monté en flèche (+23,4 % en valeur nominale), s'ajoutant à des gains similaires en 1999. Les entreprises d'extraction de pétrole et de gaz, bénéficiant de la hausse des prix des produits de base, ont plus que doublé leurs revenus au cours de 2000. Les fabricants, surtout dans les industries de l'informatique et du matériel de télécommunications, ont aussi enregistré des bénéfices appréciables.

La demande d'électricité au sud de la frontière a stimulé les revenus des services publics, propulsant la croissance des bénéfices des entreprises publiques à un niveau record (+46,0 %).

Forte croissance de l'investissement des entreprises en usines et matériel

L'investissement des entreprises en usines et matériel a progressé de 14,0 %; il s'agit de l'augmentation annuelle la plus importante depuis 1997. La construction non résidentielle a grimpé de 4,8 %, tandis que les achats de machines et matériel ont bondi de près de 20 % pour 2000, en dépit d'une baisse au quatrième trimestre. L'investissement des entreprises en ordinateurs et autre matériel de bureau a fait un bond (+43,4 %) pour une deuxième année consécutive, tandis que le matériel de télécommunications a enregistré une autre augmentation à deux chiffres.

Fortes hausses des exportations en 2000

Les exportations de biens et services ont grimpé de 9,6 % en 2000, après avoir connu une hausse semblable en 1999. Les exportations de machines et de matériel ont bondi de 25 %, dans la foulée d'une série d'augmentations à deux chiffres ces huit dernières années. Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche, ainsi que ceux de la forêt ont aussi progressé à un rythme vigoureux. Les exportations d'automobiles ont baissé légèrement, après une performance impressionnante en 1999.

Les fortes ventes d'électricité à la Californie et la demande élevée des exportations de gaz naturel et de pétrole brut ont contribué à une augmentation de 7,2 % du volume des exportations de produits énergétiques. Les exportations de produits de l'énergie ont augmenté de 76,8 % en valeur, alors que les prix de l'électricité et du gaz naturel ont presque doublé au cours de 2000. Le prix du pétrole brut s'est accru d'environ 60 % en 2000, et les prix des produits du pétrole et du charbon ont monté en flèche presque tout au long de l'année.

Données stockées dans CANSIM: matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796, 797, 6520 à 6585, 6596 à 6624 et 8600 à 8629.

Le numéro du quatrième trimestre de 2000 des *Comptes nationaux des revenus et dépenses: estimations trimestrielles* (13-001-XIB, 33 \$ / 109 \$; 13-001-XPB, 44 \$ / 145 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonnalisées et désaisonnalisées sur les comptes nationaux des revenus et dépenses (13-001-PPB, 50 \$ / 180 \$), les comptes des flux financiers (13-014-PPB, 50 \$ / 180 \$), les estimations du revenu du travail (13F0016XPB, 20 \$ / 200 \$) ainsi que des tableaux analytiques et des graphiques supplémentaires sont maintenant disponibles.

On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes des revenus et dépenses, les comptes des flux financiers trimestriels et les estimations mensuelles du revenu du travail sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Les disquettes (13-001-DDB, 125 \$ / 500 \$, 13-014-DDB, 300 \$ / 1 200 \$ et 13F0016DDB, 250 \$ / 1 000 \$) sont aussi en vente, à prix réduit (13-001-XDB, 25 \$ / 100 \$, 13-014-XDB, 60 \$ / 240 \$ et 13F0016XDB, 50 \$ / 200 \$), sept jours ouvrables après la parution officielle. Pour

acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (iead-info-dcrd@statcan.ca), Division des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1997	1998	1999	2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Troisième au quatrième trimestre de 2000
données désaisonnalisées au taux annuel								
	millions de \$							var. en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés ¹	453 103	474 571	498 836	534 601	534 012	538 392	545 064	1,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	86 512	81 671	101 032	124 710	123 332	125 568	128 716	2,5
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	6 656	6 931	8 489	12 392	11 428	12 864	14 996	16,6
Intérêts et revenus divers de placements	49 282	46 091	47 550	52 050	50 804	53 768	55 356	3,0
Revenu comptable net des exploitants agricoles au chapitre de la production agricole	1 655	1 689	1 977	2 185	2 376	2 224	1 724	-22,5
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	54 618	57 638	59 845	61 994	62 036	61 980	62 296	0,5
Ajustement de la valeur des stocks ²	-731	-780	-2 880	-2 310	-1 892	1 536	-5 052	-6 588
Produit intérieur net au coût des facteurs	651 095	667 811	714 849	785 622	782 096	796 332	803 100	0,8
Impôts indirects moins les subventions	116 069	118 818	123 522	128 536	127 628	129 148	130 388	1,0
Provisions pour consommation de capital	111 005	115 545	120 098	125 165	124 620	125 676	126 824	0,9
Divergence statistique ²	-248	-369	-558	-529	-668	-276	-1 448	-1 172
Produit intérieur brut aux prix du marché	877 921	901 805	957 911	1 038 794	1 033 676	1 050 880	1 058 864	0,8

¹ Y compris le solde et les indemnités militaires.

² Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1997	1998	1999	2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Troisième au quatrième trimestre de 2000
données désaisonnalisées au taux annuel								
millions de \$ aux prix courants								
								var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	512 454	532 926	558 567	591 051	585 984	597 288	603 420	1,0
Biens durables	67 842	71 191	76 429	80 717	80 264	82 552	80 172	-2,9
Biens semi-durables	44 828	47 234	49 515	52 144	51 460	52 800	53 304	1,0
Biens non durables	123 170	125 923	131 918	141 159	139 340	142 656	145 684	2,1
Services	276 614	288 578	300 705	317 031	314 920	319 280	324 260	1,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	171 744	175 864	179 999	191 435	193 696	193 436	193 608	0,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	18 534	18 221	20 189	22 364	22 348	22 592	22 628	0,2
Stocks des administrations publiques ¹	5	-27	-3	24	-28	48	72	24
Formation brute de capital fixe des entreprises	149 342	155 861	166 365	177 893	178 296	178 664	179 212	0,3
Bâtiments résidentiels	45 112	44 973	49 189	51 133	50 392	51 020	51 448	0,8
Ouvrages non résidentiels	43 531	45 270	46 823	50 154	50 080	50 044	51 028	2,0
Machines et matériel	60 699	65 618	70 353	76 606	77 824	77 600	76 736	-1,1
Investissement des entreprises en stocks ¹	10 590	5 767	3 887	7 038	7 628	10 160	2 352	-7 808
Non agricoles ¹	11 639	6 248	3 923	7 166	7 732	10 292	2 100	-8 192
Agricoles ¹	-1 049	-481	-36	-128	-104	-132	252	384
Exportations de biens et services	346 513	373 184	414 291	475 849	473 924	481 296	491 212	2,1
Biens	301 547	322 516	360 610	417 659	415 760	422 868	432 776	2,3
Services	44 966	50 668	53 681	58 190	58 164	58 428	58 436	0,0
Moins: importations de biens et services	331 509	360 359	385 941	427 389	428 836	432 884	435 088	0,5
Biens	277 753	303 423	326 820	363 164	364 136	368 112	370 280	0,6
Services	53 756	56 936	59 121	64 225	64 700	64 772	64 808	0,1
Divergence statistique ¹	248	368	557	529	664	280	1 448	1 168
Produit intérieur brut aux prix du marché	877 921	901 805	957 911	1 038 794	1 033 676	1 050 880	1 058 864	0,8
Demande intérieure finale	852 074	882 872	925 120	982 743	980 324	991 980	998 868	0,7
millions de \$ aux prix de 1992								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	473 895	487 866	504 763	524 911	522 104	528 476	531 548	0,6
Biens durables	62 773	66 487	71 859	77 426	76 848	79 096	77 712	-1,7
Biens semi-durables	43 831	45 751	47 103	49 364	48 860	49 984	50 104	0,2
Biens non durables	118 775	120 795	123 344	125 881	125 428	126 028	127 140	0,9
Services	248 516	254 833	262 457	272 240	270 968	273 368	276 592	1,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	162 053	164 725	166 905	170 839	170 676	171 300	172 196	0,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	18 196	18 448	21 380	24 845	24 896	25 492	25 024	-1,8
Stocks des administrations publiques ¹	3	-23	-3	21	-24	40	64	24
Formation brute de capital fixe des entreprises	140 928	146 136	159 828	176 730	177 184	180 344	177 020	-1,8
Bâtiments résidentiels	42 124	41 277	43 983	44 676	43 948	44 788	44 736	-0,1
Ouvrages non résidentiels	38 823	39 502	40 288	42 208	42 212	42 044	42 496	1,1
Machines et matériel	59 981	65 357	75 557	89 846	91 024	93 512	89 788	-4,0
Investissement des entreprises en stocks ¹	9 925	5 856	4 457	7 359	6 892	10 148	4 100	-6 048
Non agricoles ¹	10 200	5 626	3 912	7 255	6 732	10 364	3 668	-6 696
Agricoles ¹	-275	230	545	104	160	-216	432	648
Exportations de biens et services	299 157	325 652	358 272	392 545	393 528	395 520	396 548	0,3
Biens	259 746	281 738	312 725	345 252	346 216	348 184	349 392	0,3
Services	39 411	43 914	45 547	47 293	47 312	47 336	47 156	-0,4
Moins: importations de biens et services	289 366	306 992	335 859	376 210	378 524	384 092	374 336	-2,5
Biens	247 628	265 601	293 306	331 187	333 024	338 788	330 044	-2,6
Services	41 738	41 391	42 553	45 023	45 500	45 304	44 292	-2,2
Divergence statistique ¹	222	334	511	445	564	228	1 256	1 028
Produit intérieur brut aux prix du marché	815 013	842 002	880 254	921 485	917 296	927 456	933 420	0,6
Demande intérieure finale	795 072	817 175	852 876	897 325	894 860	905 612	905 788	0,0

¹ Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.

Comptes nationaux, indices de prix et de volume

	1997	1998	1999	2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Troisième au quatrième trimestre de 2000
calculés à partir de données désaisonnalisées								
indices implicites de prix (1992=100)								var. en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	108,1	109,2	110,7	112,6	112,2	113,0	113,5	0,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	106,0	106,8	107,8	112,1	113,5	112,9	112,4	-0,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	101,9	98,8	94,4	90,0	89,8	88,6	90,4	2,0
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,0	106,7	104,1	100,7	100,6	99,1	101,2	2,1
Exportations de biens et services	115,8	114,6	115,6	121,2	120,4	121,7	123,9	1,8
Importations de biens et services	114,6	117,4	114,9	113,6	113,3	112,7	116,2	3,1
Produit intérieur brut	107,7	107,1	108,8	112,7	112,7	113,3	113,4	0,1
Demande intérieure finale	107,2	108,0	108,5	109,5	109,6	109,5	110,3	0,7
indices de prix en chaîne (1992=100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	108,2	109,6	111,2	113,3	112,9	113,7	114,3	0,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	106,1	106,8	108,0	112,5	113,7	113,0	112,5	-0,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	107,5	107,2	106,8	109,3	108,2	108,9	110,5	1,5
Formation brute de capital fixe des entreprises	108,3	109,9	110,4	111,3	111,1	111,0	112,2	1,0
Exportations de biens et services	118,4	118,7	120,6	127,9	129,6	132,1	135,2	2,4
Importations de biens et services	118,0	122,5	122,6	124,4	124,6	125,6	128,8	2,6
Produit intérieur brut (stocks non compris)	107,9	107,7	109,7	114,2	114,6	115,6	116,1	0,5
Demande intérieure finale	107,7	109,0	110,2	112,6	112,5	112,9	113,4	0,5
indices de volume en chaîne Fisher (1992=100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	114,8	118,0	121,9	126,6	125,9	127,5	128,1	0,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	95,7	97,4	98,6	100,9	100,9	101,3	101,9	0,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	92,6	91,6	102,1	110,9	111,0	111,6	110,3	-1,2
Formation brute de capital fixe des entreprises	129,7	133,2	141,3	150,1	149,1	149,5	148,5	-0,7
Exportations de biens et services	154,6	165,9	181,2	195,3	196,0	195,9	195,3	-0,3
Importations de biens et services	147,5	154,6	165,7	180,5	182,0	182,4	178,6	-2,1
Produit intérieur brut	116,7	120,0	125,2	130,3	130,0	131,3	131,7	0,3
Demande intérieure finale	111,9	114,7	118,8	123,6	123,1	124,2	124,5	0,3

Tableau sommaire du marché financier

	1997	1998	1999	2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Troisième au quatrième trimestre de 2000
données désaisonnalisées au taux annuel								
millions de \$								
								var. réelle
Particuliers et entreprises individuelles	32 041	37 415	36 705	34 343	34 112	35 304	31 660	-3 644
Financement								
Crédit à la consommation	9 067	10 049	10 387	10 532	10 452	10 904	10 240	-664
Emprunts bancaires	775	3 473	2 244	1 341	1 956	948	716	-232
Autres emprunts	5 508	6 937	6 101	3 769	3 704	3 868	1 792	-2 076
Hypothèques	16 691	16 956	17 973	18 701	18 000	19 584	18 912	-672
Sociétés privées non financières	53 268	70 678	53 750	74 566	80 480	60 972	78 920	17 948
Financement								
Emprunts bancaires	5 882	8 522	4 232	7 261	10 532	8 472	-1 048	-9 520
Autres emprunts	4 090	5 560	5 997	3 558	1 592	5 564	4 128	-1 436
Autres effets à court terme	5 086	6 066	6 738	7 359	6 460	9 012	6 796	-2 216
Hypothèques	1 748	3 362	3 902	3 611	2 392	1 580	3 912	2 332
Obligations	13 433	13 816	10 456	2 926	11 540	-776	2 728	3 504
Actions	23 029	33 352	22 425	49 851	47 964	37 120	62 404	25 284
Entreprises publiques non financières	-1 872	-2 701	-3 396	-2 312	2 132	-2 544	-4 648	-2 104
Financement								
Emprunts bancaires	-654	81	-248	309	24	116	436	320
Autres emprunts	-246	-88	-49	654	3 992	20	-632	-652
Autres effets à court terme	2 212	-514	583	-467	2 756	84	60	-24
Hypothèques	5	-5	-12	-3	-8	-4	-4	-
Obligations	-3 188	-2 183	-3 676	-2 798	-4 676	-2 732	-4 456	-1 724
Actions	-1	8	6	-7	44	-28	-52	-24
Administration fédérale	-7 263	-9 903	3 493	-18 722	-11 784	-23 388	-19 432	3 956
Financement								
Emprunts bancaires	120	120	106	106	108	120	100	-20
Autres emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets à court terme - Canada	-25 040	-19 370	357	-13 501	-13 424	-23 392	-9 824	13 568
Obligations d'épargne du Canada	-3 103	-2 957	-783	-1 852	564	-2 100	-4 204	-2 104
Obligations négociables	20 760	12 304	3 813	-3 475	968	1 984	-5 504	-7 488
Autres paliers d'administration publique	5 872	7 361	7 386	764	-1 392	1 272	280	-992
Financement								
Emprunts bancaires	146	155	56	1 000	516	2 024	644	-1 380
Autres emprunts	138	143	175	-64	-64	-100	36	136
Autres effets à court terme	-2 182	1 195	2 686	-1 029	-6 528	-2 244	2 616	4 860
Hypothèques	308	227	-8	13	80	76	-52	-128
Obligations provinciales	7 753	9 080	4 926	1 896	4 520	1 860	320	-1 540
Obligations municipales	-337	-3 743	-464	-1 068	12	-388	-3 216	-2 828
Autres obligations	46	304	15	16	72	44	-68	-112
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	82 046	102 850	97 938	88 639	103 548	71 616	86 780	15 164
Crédit à la consommation	9 067	10 049	10 387	10 532	10 452	10 904	10 240	-664
Emprunts bancaires	6 269	12 351	6 390	10 017	13 136	11 680	848	-10 832
Autres emprunts	9 490	12 552	12 224	7 917	9 224	9 352	5 324	-4 028
Effets à court terme - Canada	-25 040	-19 370	357	-13 501	-13 424	-23 392	-9 824	13 568
Autres effets à court terme	5 116	6 747	10 007	5 863	2 688	6 852	9 472	2 620
Hypothèques	18 752	20 540	21 855	22 322	20 464	21 236	22 768	1 532
Obligations	35 364	26 621	14 287	-4 355	13 000	-2 108	-14 400	-12 292
Actions	23 028	33 360	22 431	49 844	48 008	37 092	62 352	25 260

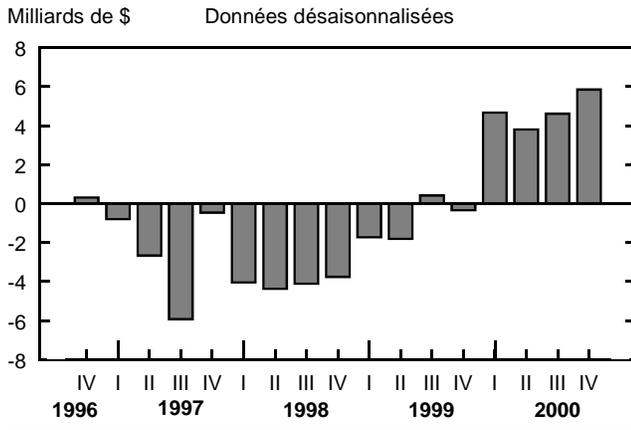
- Néant ou zéro.

Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2000

En chiffres désaisonnalisés, l'excédent du compte courant du Canada a crû de 1,2 milliard de dollars pour atteindre 5,9 milliards de dollars au quatrième trimestre. Il s'agissait du quatrième excédent d'importance consécutive, qui a porté le total pour 2000 à 18,9 milliards de dollars, soit plus de quatre fois le dernier excédent annuel de 4,6 milliards de dollars, réalisé en 1996.

Solde du compte courant



La vigueur soutenue de l'excédent au chapitre des biens a nettement constitué le facteur déterminant des derniers résultats annuels et trimestriels du compte courant. Une sortie nette de bénéfices a eu un léger effet compensateur au quatrième trimestre, tandis que, pour l'ensemble de l'année, les autres comptes ont en général ajouté à l'excédent sur les biens.

Au compte financier et de capital (non désaisonné), l'actif et le passif du Canada ont tous deux augmenté, entraînés par les flux d'investissements directs entrant au Canada et en sortant. Les investissements directs étrangers au Canada ont connu une explosion qui les a propulsés à un niveau sans précédent au quatrième trimestre, où l'acquisition de sociétés canadiennes existantes a représenté plus de 90 % du total. Pour 2000, les investissements directs étrangers dans l'économie canadienne ont été deux fois et demi plus élevés que le sommet précédent.

Certaines de ces entrées ont été contrées du fait que les investisseurs de portefeuille étrangers ont réduit leurs avoirs d'actions et d'obligations canadiennes, pour la première fois en cinq trimestres. Alors que, de loin,

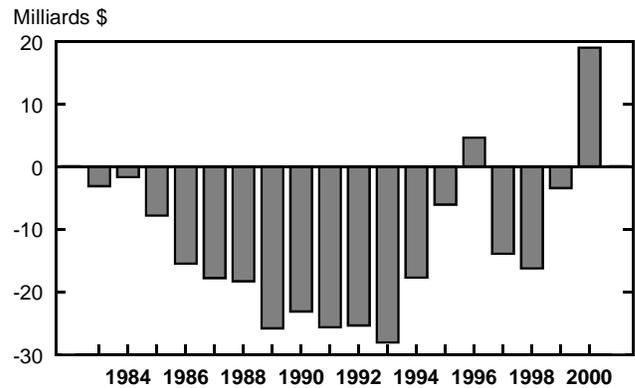
Note aux lecteurs

Les transactions financières anormalement élevées au quatrième trimestre sont le résultat de l'acquisition d'une importante compagnie canadienne par un investisseur étranger. Une entrée importante de capitaux en ce qui concerne l'investissement direct a entraîné des flux contraires de même importance en ce qui a trait aux données de portefeuille. Tout d'abord, les Canadiens ont reçu des montants importants sous forme d'actions étrangères, en échange de leurs avoirs dans la compagnie qui a été acquise. De plus, les avoirs étrangers de portefeuille dans cette même compagnie ont été achetés par l'investisseur direct étranger. Les transactions de capitaux associées à cette acquisition se contrebalancent entièrement dans la balance des paiements.

la plus grande source de cette réduction a été le retrait du marché d'actions détenues à l'étranger, à la suite des acquisitions directes étrangères. Il s'agit du premier trimestre en 2000 où les investisseurs étrangers se sont départis de certaines de leurs actions en circulation.

À l'opposé, les investisseurs canadiens ont, encore une fois, été actifs à l'échelon international. Après avoir connu un faible troisième trimestre, les investissements directs canadiens à l'étranger ont fortement rebondi et ont presque égalé leur niveau record du deuxième trimestre. Pour l'année 2000, les investisseurs directs canadiens ont fait des achats records à l'étranger, qui ont fait que l'ancien sommet a été dépassé d'un tiers.

Solde du compte courant, annuel



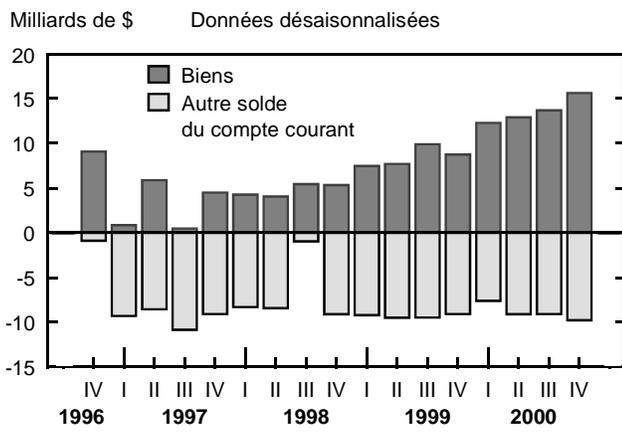
La demande de portefeuille visant les titres étrangers s'est maintenue: les Canadiens ont en effet acheté des actions existantes et ont acquis des actions de trésorerie d'entreprises étrangères participant à des acquisitions d'entreprises canadiennes.

Compte courant

Nouvelle croissance de l'excédent au chapitre des biens

Le Canada a dégagé un excédent du commerce des marchandises de 15,6 milliards de dollars au quatrième trimestre, soit près de 7 milliards de dollars de plus qu'au quatrième trimestre de 1999. L'augmentation des prix à l'exportation du gaz naturel explique la majeure partie de la dernière reprise. Pour l'année 2000, l'excédent au chapitre des biens a atteint 54,5 milliards de dollars, dépassant ainsi le sommet précédent de 42,4 milliards de dollars atteint en 1996. Les exportations d'énergie, qui ont reflété la croissance de la demande sur le marché américain, ont été le principal déterminant du résultat annuel, aidées par une réduction du déficit en ce qui concerne les opérations sur les machines et le matériel.

Solde des biens et autre solde du compte courant



Les hausses des exportations au quatrième trimestre ont été assez concentrées. À part le gaz naturel et une autre augmentation des ventes records d'électricité aux États-Unis, il y a eu aussi des hausses au chapitre des biens de communications et produits connexes et des avions. Les exportations de voitures de tourisme ont gagné du terrain au quatrième trimestre, mais ont fléchi de façon marquée en fin d'année. Les exportations de camions et de pièces d'automobile ont baissé au cours du trimestre.

On a observé au quatrième trimestre des hausses comparativement modérées des importations de produits de communications et produits connexes ainsi que de biens de consommation en général. Les importations des produits automobiles et, dans une certaine mesure, des produits d'acier, se sont repliées.

Pour l'ensemble de 2000, l'énergie, les machines et les produits industriels ont mené la croissance des exportations. La demande d'importations de machines, de produits industriels et de pétrole s'est raffermie.

Variation comparativement faible au chapitre des invisibles

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre des invisibles a augmenté de 0,7 milliard de dollars pour atteindre 9,8 milliards de dollars. Cela provenait des gains revenant aux investisseurs directs étrangers qui se sont accrus de 0,7 milliard de dollars pour atteindre 6,4 milliards de dollars, prolongeant ainsi la tendance à la hausse amorcée au début de 1998.

Pour l'année 2000, une réduction du déficit au chapitre des invisibles, en baisse de 1,7 milliard de dollars pour se situer à 35,6 milliards de dollars, a eu pour effet d'appuyer l'excédent sur les biens. Les principaux facteurs à l'origine de cette amélioration ont été la réduction nette des paiements d'intérêts (de portefeuille et autres) et la légère réduction du déficit au chapitre des services commerciaux. Les déficits quelque peu plus élevés au chapitre des services de voyage et de transport ont eu de légers effets compensateurs.

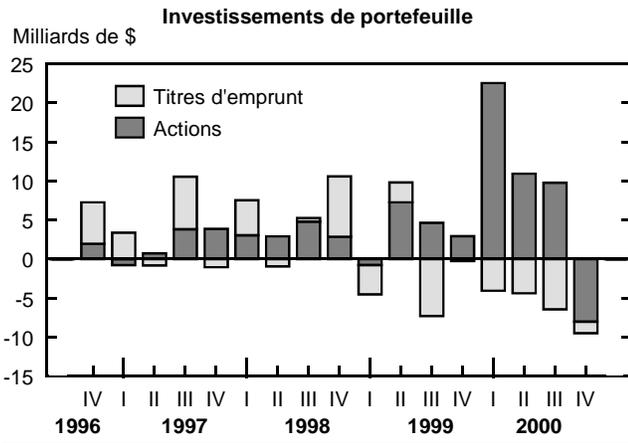
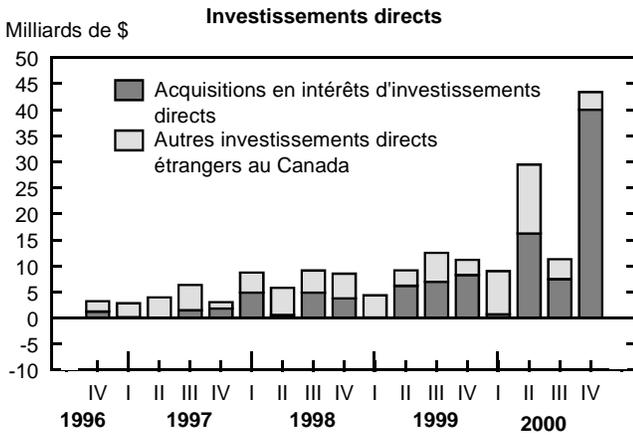
Compte capital et financier

Investissements records au Canada par les investisseurs directs étrangers

Il y a eu des niveaux sans précédent d'investissements directs étrangers au Canada au quatrième trimestre et pour l'ensemble de 2000. L'acquisition d'une importante société canadienne a été le grand déterminant au cours du trimestre, où l'acquisition de sociétés canadiennes existantes a constitué plus de 90 % des 43,4 milliards de dollars d'investissements directs. Pour 2000, les 93,2 milliards de dollars en investissements directs étrangers entrant au Canada étaient deux fois et demi plus élevés que le niveau record précédent.

En ce qui a trait aux branches d'activité économique, les investissements de 2000 ont été concentrés principalement dans la catégorie des autres industries, et particulièrement la composante des aliments, des boissons et du tabac. Il y a aussi eu d'importants investissements en machines et en matériel de transport ainsi que dans l'énergie et les minéraux métalliques. Pour l'ensemble de 2000, ce sont les sociétés basées en Europe et aux États-Unis qui ont fait la grande majorité des investissements directs étrangers au Canada.

Investissements étrangers au Canada

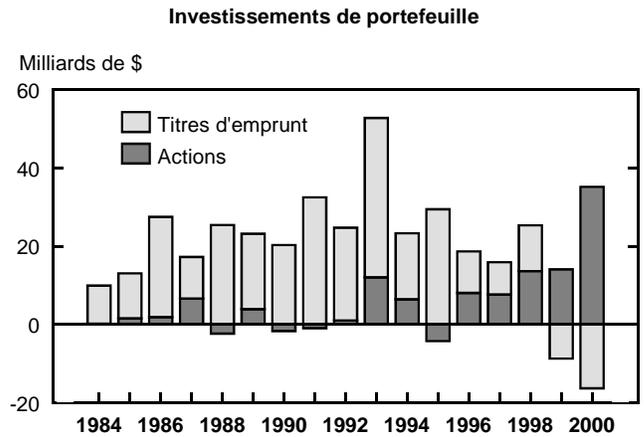
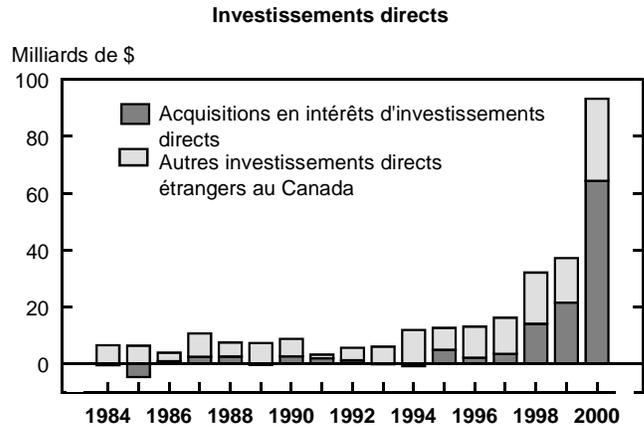


Nette réduction des avoirs étrangers de titres canadiens

Après avoir grossi leurs avoirs d'actions canadiennes en circulation au cours des six derniers trimestres, les étrangers se sont départis d'une partie de leurs avoirs au quatrième trimestre. Cependant, la majeure partie de la réduction de 8 milliards de dollars au cours du trimestre est attribuable au fait que les acquisitions directes étrangères ont fait disparaître du marché des actions détenues à l'étranger. En plus de ces acquisitions, les étrangers se sont départis d'actions canadiennes en circulation concentrées dans le secteur de la technologie qui avait été la cible d'une bonne part de l'accumulation d'actions étrangères au cours de l'année. L'affaiblissement de la demande étrangère d'actions canadiennes en circulation a

entraîné une diminution de près de 14 % du cours des actions pendant le trimestre. Cela a constitué un grand revirement par rapport aux trois premiers trimestres de 2000, où le cours des actions avait connu une bonne progression.

Investissements étrangers au Canada, annuel



Les obligations canadiennes détenues à l'étranger ont fléchi pour un quatrième trimestre d'affilée, soit de 3,9 milliards de dollars, ce qui a porté la réduction en 2000 à un total sans précédent de 17,5 milliards de dollars. Encore une fois, au quatrième trimestre, les rachats d'obligations détenues à l'étranger ont été très supérieurs aux nouvelles émissions vendues sur les marchés étrangers, comme d'ailleurs pour l'ensemble de l'année. Il y a eu une certaine compensation au quatrième trimestre, du fait des achats d'obligations canadiennes sur le marché secondaire.

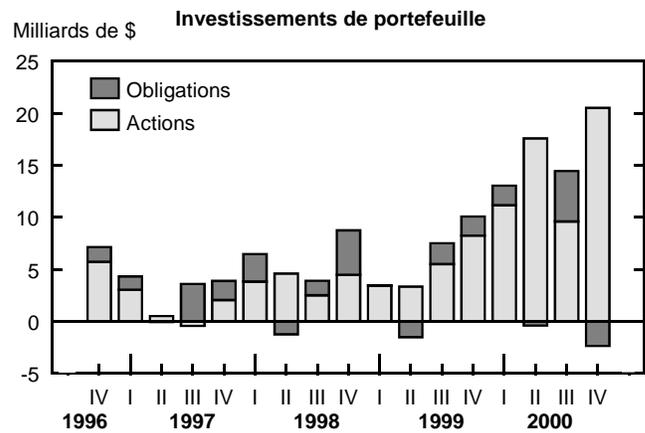
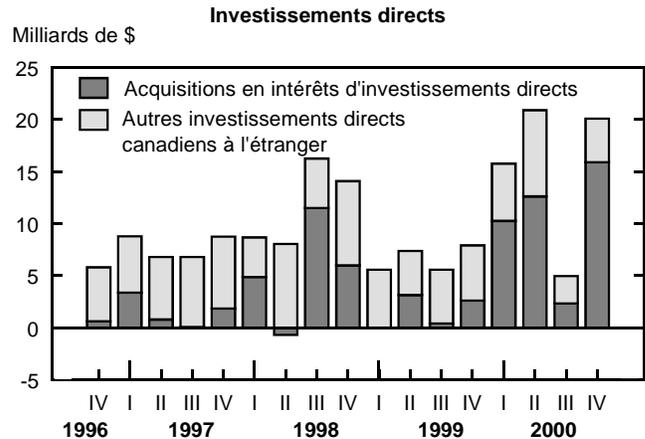
La réduction des avoirs a été dans les obligations des administrations publiques qui ont financé de plus en plus leurs besoins réduits en capitaux à l'intérieur des marchés canadiens. Les étrangers ont continué d'acheter des obligations de sociétés en 2000, mais à un taux réduit. Les 6,1 milliards de dollars d'obligations de sociétés que les étrangers ont achetées en 2000 étaient moins de la moitié de la moyenne des trois années précédentes.

Pour ce qui est des titres à court terme du marché, les étrangers ont accru leurs avoirs d'effets du marché monétaire au cours du trimestre. C'était la continuation du va-et-vient des investissements étrangers en effets du marché monétaire canadien observé tout au long de 2000. Le résultat net a été un investissement relativement modeste de 1,1 milliard de dollars pour l'année, qui a constitué un contraste marqué par rapport au désinvestissement de 13,4 milliards de dollars en 1999. Dans l'ensemble en 2000, les investisseurs étrangers ont acheté des effets des sociétés et ont vendu certains effets des administrations publiques.

Vigoureux rebondissement des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 20,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, à la suite d'un vigoureux rebondissement consécutif à un faible troisième trimestre, et ont presque égalé leur niveau record du deuxième trimestre. Pour l'année 2000, les 61,7 milliards de dollars d'investissements directs canadiens à l'étranger ont dépassé d'un tiers toutes les marques précédentes. Les investissements au quatrième trimestre sont essentiellement la conséquence d'acquisitions de sociétés étrangères existantes aux États-Unis et en Europe. Dans la plupart des cas, les entreprises canadiennes ont échangé des actions dans l'acquisition de ces sociétés. Les investissements ont été concentrés dans la composante des produits électriques et électroniques du secteur des autres industries et dans les secteurs de l'énergie et des minéraux métalliques.

Investissements canadiens à l'étranger¹



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

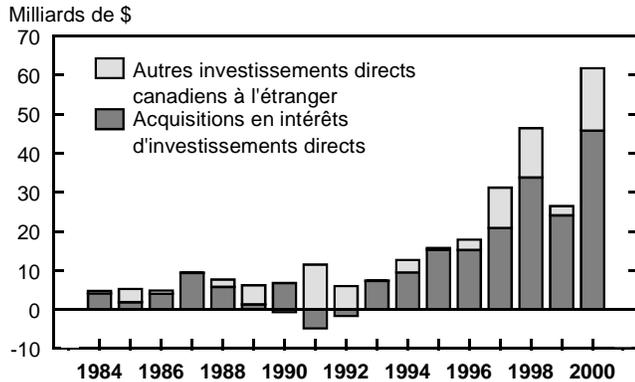
L'appétit canadien pour les actions étrangères se creuse toujours

La demande des portefeuilles canadiens à l'égard des actions étrangères a poursuivi sa croissance au quatrième trimestre. L'augmentation de 20,5 milliards de dollars des avoirs en actions étrangères provenait de deux sources: plus des deux tiers étaient des actions de trésorerie d'entreprises étrangères intervenant dans l'acquisition d'entreprises canadiennes, et le reste étaient des achats d'actions existantes. Pour l'ensemble de 2000, les 58,9 milliards de dollars d'investissements étaient près du triple du sommet précédent, et plus de la moitié provenaient d'achats sur le marché secondaire. Le relèvement des plafonds de contenu étranger pour les fonds de placement canadiens à l'abri de l'impôt a contribué au raffermissement de la demande d'actions étrangères. L'accumulation annuelle a été répartie

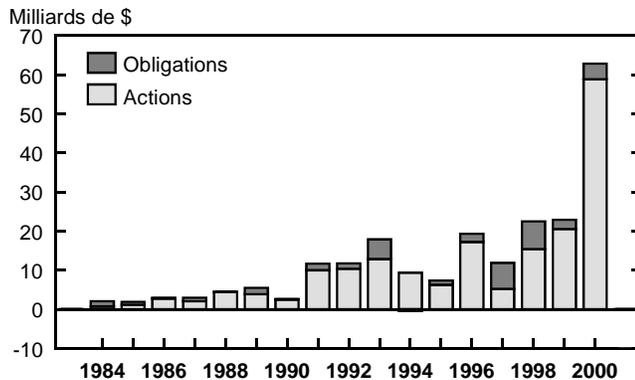
également entre les actions américaines et les actions de pays d'outre-mer.

Investissements canadiens à l'étranger¹, annuel

Investissements directs



Investissements de portefeuille



¹ Signes renversés de la balance des paiements.

Les Canadiens se sont départis de certains de leurs avoirs en obligations étrangères au quatrième trimestre, mais, sur l'ensemble de l'année, ils ont investi 4 milliards de dollars. Les investissements annuels ont été concentrés dans les obligations américaines, tant de sociétés que d'administrations publiques.

Le Canada augmente ses avoirs de réserve officiels

Le Canada a encore une fois augmenté ses avoirs de réserve officiels au quatrième trimestre et pour l'année; les avoirs de réserve se sont accrus vigoureusement au cours de chacune des trois dernières années. Le dollar canadien a peu varié au cours du trimestre par rapport au dollar américain, mais a perdu plus de deux cents et demi pour l'année, clôturant à 66,69 cents américains.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.

Le numéro du quatrième trimestre de 2000 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XIB, 29 \$ / 93 \$; 67-001-XPB, 38 \$ / 124 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Ridgeway au (613) 951-8907 ou avec Denis Caron au (613) 951-1861, Division de la balance des paiements.

□

Balance des paiements internationaux

	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	1999	2000
données non désaisonnalisées							
millions de \$							
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	108 161	112 056	120 265	119 051	122 514	412 364	473 886
Biens	96 185	99 723	105 998	102 069	109 868	360 609	417 658
Services	11 976	12 334	14 267	16 982	12 646	51 755	56 229
Revenus de placements	8 606	9 139	9 347	9 742	9 615	31 601	37 844
Investissements directs	4 365	4 816	4 703	4 751	4 654	14 942	18 925
Investissements de portefeuille	1 022	1 054	1 119	1 120	1 130	3 938	4 423
Autres investissements	3 219	3 269	3 526	3 871	3 831	12 722	14 496
Transferts courants	1 372	1 701	1 353	1 328	1 350	5 435	5 732
Recettes du compte courant	118 139	122 896	130 966	130 121	133 479	449 400	517 462
Paiements							
Biens et services	100 816	104 055	109 795	103 994	108 134	384 645	425 977
Biens	86 572	88 393	94 007	87 832	92 931	326 821	363 163
Services	14 245	15 661	15 788	16 162	15 202	57 824	62 814
Revenus de placements	15 983	16 549	17 165	16 980	17 364	63 768	68 058
Investissements directs	4 999	5 521	6 130	5 965	6 292	19 923	23 909
Investissements de portefeuille	7 582	7 336	7 416	7 310	7 356	30 159	29 417
Autres investissements	3 402	3 693	3 619	3 706	3 715	13 685	14 732
Transferts courants	1 062	1 500	829	1 071	1 084	4 433	4 483
Paiements du compte courant	117 862	122 104	127 789	122 044	126 581	452 846	498 519
Soldes							
Biens et services	7 344	8 002	10 470	15 057	14 381	27 719	47 909
Biens	9 613	11 329	11 991	14 237	16 937	33 788	54 494
Services	-2 269	-3 328	-1 521	820	-2 557	-6 069	-6 585
Revenus de placements	-7 377	-7 410	-7 818	-7 238	-7 748	-32 167	-30 214
Investissements directs	-634	-705	-1 427	-1 214	-1 638	-4 981	-4 984
Investissements de portefeuille	-6 560	-6 282	-6 297	-6 190	-6 226	-26 221	-24 994
Autres investissements	-183	-424	-93	165	115	-964	-236
Transferts courants	310	201	525	257	266	1 001	1 249
Solde du compte courant	277	792	3 177	8 077	6 898	-3 447	18 944
Compte capital et financier^{1, 2}							
Compte capital	1 149	1 240	1 383	1 149	1 222	5 091	4 994
Compte financier	-3 748	-1 036	-11 506	-11 322	2 223	-11 393	-21 640
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-7 927	-15 763	-20 909	-4 970	-20 098	-26 469	-61 739
Investissements de portefeuille	-10 072	-13 048	-17 188	-14 452	-18 169	-22 898	-62 857
Obligations étrangères	-1 836	-1 885	391	-4 847	2 339	-2 362	-4 002
Actions étrangères	-8 237	-11 163	-17 579	-9 605	-20 509	-20 536	-58 855
Autres investissements	-4 760	2 216	-12 323	-2 897	5 521	4 029	-7 482
Prêts	-2 867	3 259	-6 297	-987	-809	2 901	-4 834
Dépôts	3 438	4 284	-6 341	-522	6 026	8 339	3 446
Réserves internationales	-4 281	-4 010	1 193	-1 361	-1 311	-8 818	-5 490
Autres actifs	-1 050	-1 316	-877	-25	1 614	1 607	-604
Total de l'actif du Canada flux nets	-22 759	-26 595	-50 419	-22 318	-32 746	-45 338	-132 079
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	11 177	9 020	29 481	11 310	43 416	37 232	93 227
Investissements de portefeuille	2 657	18 480	6 542	3 323	-9 499	5 290	18 846
Obligations canadiennes	1 475	-7 174	-2 654	-3 793	-3 860	4 643	-17 481
Actions canadiennes	2 921	22 535	10 934	9 778	-8 038	14 063	35 209
Effets du marché monétaire canadien	-1 739	3 118	-1 738	-2 662	2 400	-13 415	1 118
Autres investissements	5 177	-1 941	2 890	-3 637	1 052	-8 577	-1 635
Emprunts	2 969	-170	1 280	1 017	-500	7 999	1 627
Dépôts	2 977	-2 814	2 924	-5 026	2 620	-19 179	-2 296
Autres passifs	-769	1 043	-1 314	373	-1 068	2 604	-966
Total du passif du Canada, flux nets	19 011	25 559	38 913	10 996	34 970	33 946	110 438
Total du compte capital et financier, flux nets	-2 600	204	-10 123	-10 173	3 446	-6 301	-16 646
Divergence statistique	2 323	-996	6 946	2 096	-10 344	9 748	-2 298

¹ Un signe négatif (-) indique une sortie de capital, provenant d'un accroissement des créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

² Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Quatrième trimestre de 1999	Premier trimestre de 2000	Deuxième trimestre de 2000	Troisième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	1999	2000
données désaisonnalisées							
millions de \$							
Recettes							
Biens et services							
Biens	94 465	99 809	103 940	105 715	108 193	360 609	417 658
Services	13 450	13 943	14 058	14 105	14 123	51 755	56 229
Voyages	3 917	3 994	3 909	3 929	3 918	15 114	15 749
Transports	2 491	2 649	2 736	2 692	2 608	9 385	10 684
Services commerciaux	6 776	7 046	7 155	7 229	7 340	26 227	28 771
Services gouvernementaux	266	255	257	255	257	1 029	1 025
Total	107 914	113 753	117 998	119 820	122 316	412 364	473 886
Revenus de placements							
Investissements directs	4 310	4 807	4 707	4 735	4 675	14 942	18 925
Intérêts	151	128	173	155	146	544	602
Bénéfices	4 160	4 679	4 534	4 581	4 529	14 398	18 323
Investissements de portefeuille	1 030	1 051	1 101	1 128	1 143	3 938	4 423
Intérêts	490	508	551	582	550	1 757	2 192
Dividendes	540	543	550	545	593	2 181	2 232
Autres investissements	3 178	3 357	3 533	3 799	3 807	12 722	14 496
Total	8 519	9 215	9 342	9 662	9 626	31 601	37 844
Transferts courants							
Privé	560	617	573	624	594	2 275	2 408
Officiel	800	1 089	785	701	749	3 159	3 324
Total	1 361	1 706	1 358	1 325	1 343	5 435	5 732
Total des recettes	117 794	124 673	128 698	130 806	133 285	449 400	517 462
Paiements							
Biens et services							
Biens	85 729	87 531	91 034	92 028	92 570	326 821	363 163
Services	14 865	15 295	15 821	15 840	15 857	57 824	62 814
Voyages	4 451	4 414	4 556	4 511	4 503	16 858	17 983
Transports	3 148	3 226	3 500	3 575	3 505	12 068	13 806
Services commerciaux	7 101	7 490	7 604	7 590	7 685	28 227	30 369
Services gouvernementaux	165	165	162	164	164	672	656
Total	100 594	102 826	106 855	107 868	108 427	384 645	425 977
Revenus de placements							
Investissements directs	5 420	5 021	5 962	6 139	6 786	19 923	23 909
Intérêts	398	391	388	399	387	1 607	1 565
Bénéfices	5 023	4 630	5 575	5 740	6 399	18 316	22 344
Investissements de portefeuille	7 577	7 338	7 419	7 309	7 352	30 159	29 417
Intérêts	7 299	7 050	7 131	7 025	7 069	29 016	28 275
Dividendes	279	288	288	284	283	1 143	1 142
Autres investissements	3 402	3 693	3 619	3 706	3 715	13 685	14 732
Total	16 400	16 051	17 000	17 153	17 854	63 768	68 058
Transferts courants							
Privé	571	581	585	586	593	2 194	2 344
Officiel	565	540	448	590	561	2 239	2 139
Total	1 137	1 121	1 033	1 176	1 153	4 433	4 483
Total des paiements	118 131	119 999	124 888	126 198	127 434	452 846	498 519
Soldes							
Biens et services							
Biens	8 736	12 278	12 906	13 687	15 623	33 788	54 494
Services	-1 416	-1 352	-1 763	-1 735	-1 734	-6 069	-6 585
Voyages	-534	-420	-647	-582	-586	-1 744	-2 235
Transports	-657	-578	-763	-883	-897	-2 683	-3 122
Services commerciaux	-325	-444	-448	-361	-344	-2 001	-1 598
Services gouvernementaux	101	90	95	91	93	358	369
Total	7 320	10 926	11 143	11 951	13 889	27 719	47 909
Revenus de placements							
Investissements directs	-1 110	-214	-1 255	-1 404	-2 111	-4 981	-4 984
Intérêts	-247	-263	-215	-244	-241	-1 064	-963
Bénéfices	-863	49	-1 041	-1 159	-1 870	-3 918	-4 021
Investissements de portefeuille	-6 547	-6 287	-6 318	-6 181	-6 209	-26 221	-24 994
Intérêts	-6 809	-6 541	-6 580	-6 443	-6 519	-27 259	-26 084
Dividendes	262	255	263	262	311	1 037	1 090
Autres investissements	-224	-336	-85	93	92	-964	-236
Total	-7 881	-6 837	-7 658	-7 492	-8 228	-32 167	-30 214
Transferts courants							
Privé	-11	37	-11	37	1	81	64
Officiel	235	548	336	112	189	920	1 185
Total	224	585	325	149	190	1 001	1 249
Compte courant	-337	4 675	3 809	4 609	5 851	-3 447	18 944

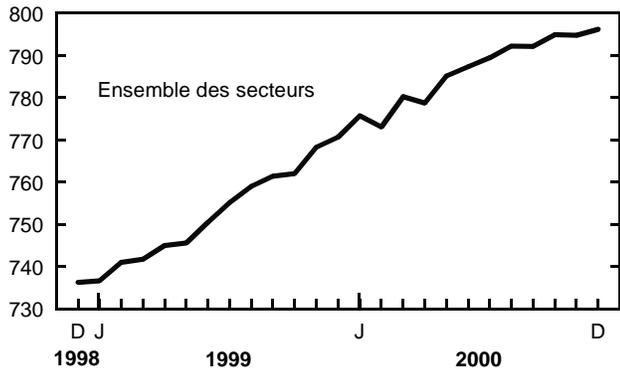
Produit intérieur brut par industrie au coût des facteurs

Décembre 2000

La faiblesse persistante du secteur de la fabrication a limité à 0,2 % la croissance du produit intérieur brut en décembre. Si l'on exclut le secteur de la fabrication, les autres branches d'activité ont affiché une hausse plus substantielle de 0,4 % en décembre.

L'économie poursuit sa montée, mais à un rythme plus lent

PIB en milliards de \$ de 1992



Les fabricants ont ressenti les effets d'une deuxième forte baisse de la production de matériel de télécommunications et d'une nouvelle réduction de la production automobile. La majorité des grands groupes du secteur de la fabrication ont déclaré une diminution de la croissance. Les sociétés d'exploitation forestière ont continué de réduire leurs activités, la surabondance des produits en bois sur le marché ne semblant pas se résorber.

Néanmoins, la plupart des autres secteurs de l'économie ont progressé en décembre. Le temps plus froid que la normale observé en décembre a provoqué un gonflement de la production des services publics. Les commerces de gros et de détail ont enregistré une croissance, en dépit de la faiblesse persistante des ventes d'automobiles. La hausse des exportations de blé et de gaz naturel a stimulé le secteur du transport et de l'entreposage. La progression du secteur financier a pris appui sur l'augmentation du volume des transactions boursières.

Déclin généralisé du secteur de la fabrication

La production manufacturière totale s'est contractée pour une troisième fois en quatre mois, en baisse de 0,7 % en décembre. Les stocks des fabricants se sont généralement accrus plus rapidement que les

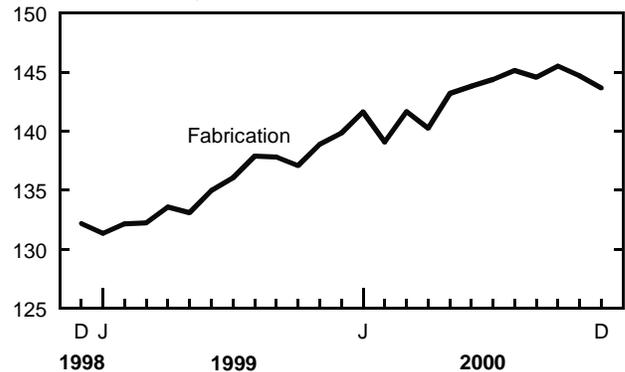
Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres producteurs en produits et services. Le PIB mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations fournies ici sont désaisonnalisées au taux annuel.

livraisons depuis juin, l'accumulation des stocks dans les entrepôts des producteurs étant un autre indicateur du relâchement de la demande. Ce phénomène est plus marqué dans les usines de pièces et d'accessoires d'automobiles, de produits en acier primaire et de produits en bois.

Troisième baisse en quatre mois pour les fabricants

PIB en milliards de \$ de 1992



On a observé, en décembre, une nouvelle baisse de la production automobile et la prolongation de la période de stagnation dans l'industrie du matériel électronique, qui a maintenu la production de ce secteur aux niveaux enregistrés en août. Le déclin enregistré en décembre est relativement généralisé: 14 des 22 grands groupes, à l'origine d'environ 65 % de la production manufacturière totale, ont réduit leur production. Notons plus particulièrement la baisse de la production des industries de première transformation des métaux, du papier et du caoutchouc en décembre. Les hausses les plus fortes ont été observées dans les industries des aliments et des produits textiles.

La production de pièces électriques et électroniques a peu bougé en décembre, prolongeant ainsi une période de morosité amorcée en septembre. Les fabricants de matériel de télécommunications ont continué de subir les effets d'une demande en déclin, laquelle s'est traduite par une baisse de 10,4 % au chapitre de la production, la troisième baisse enregistrée en quatre mois. Ce recul a été contrebalancé

par une hausse de la production de composantes de communications et de pièces électroniques, d'ordinateurs et de périphériques, ainsi que de produits à fibres optiques, les fabricants de ces produits ayant clôturé l'année avec une forte croissance.

La faible demande de véhicules automobiles a continué d'accabler l'industrie automobile, la production automobile ayant fléchi pour un quatrième mois consécutif en décembre. Les réductions de production imposées dans plusieurs usines en novembre ont été, dans une large mesure, maintenues et se sont même intensifiées en décembre. Les fabricants de véhicules automobiles ont réduit la production de 3,6 % en décembre, tandis que les fabricants de pièces d'automobiles ont restreint la production de 1,2 %, baisses qui se sont ajoutées aux reculs plus importants encore accusés en novembre. La fabrication de moteurs a fait exception à cet égard, ayant été en hausse par rapport au creux enregistré en novembre, lequel s'explique davantage par des problèmes temporaires de production que par un fléchissement de la demande.

En décembre, la production de produits de la première transformation des métaux a diminué de 2,2 %, de pair avec le repli de l'industrie automobile. La baisse de production la plus forte a été observée dans l'industrie de l'acier primaire, bien que la production des usines de tuyaux et de tubes en acier et des fonderies de fer ait également reculé au cours du mois. L'activité des fonderies de métaux non ferreux est restée faible, les usines de traitement de l'uranium attendant les nouveaux contingents annuels de janvier pour reprendre la production. La baisse de la production de caoutchouc a été attribuable au ralentissement de la production automobile et au coût élevé des matières pétrochimiques.

Plusieurs industries fabriquant des biens liés à la construction ont aussi réduit leur production en décembre; il s'agit notamment des industries de produits en ciment et de béton préparé (qui ont entraîné le fléchissement de l'industrie des produits minéraux non métalliques) ainsi que la plupart des produits en bois.

La production de pâte s'est contractée de 5,8 % en décembre, en raison de l'érosion de la demande étrangère, laquelle s'est traduite par une baisse des exportations au cours de quatre des cinq derniers mois. Bien que les prix au comptant de la pâte aient augmenté considérablement au cours de la dernière année et demie, leur stabilité récente est généralement considérée comme un signe de plafonnement, hypothèse que vient étayer l'accumulation des stocks invendus de pâte au cours des derniers mois.

Un coup de froid aiguillonne les services publics

Le mois de décembre le plus froid depuis des années a provoqué une hausse de 2,0 % de la production des services publics. La production d'électricité s'est accrue de 1,7 % en raison du temps froid et d'importantes exportations, tandis que la distribution de gaz, davantage axée sur les besoins en chauffage, a fait un bond plus appréciable de 5,0 %. Grâce à ces dernières augmentations, la production des services publics a été de 5,6 % plus élevée qu'elle ne l'était en décembre 1999.

La forte demande de blé et de gaz stimule les secteurs du transport et de l'entreposage

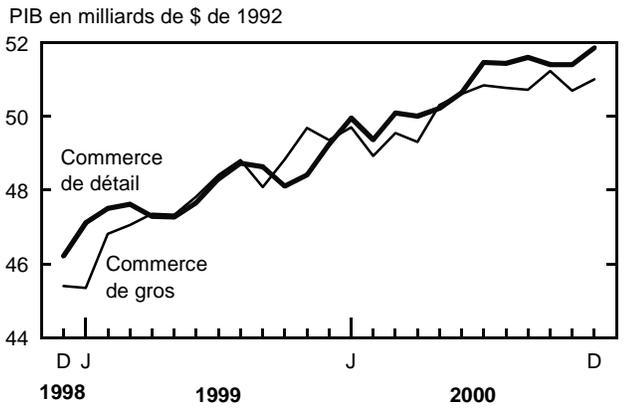
Le secteur du transport et de l'entreposage a progressé de 1,5 % en décembre. La hausse de la demande étrangère de blé, après l'accalmie de novembre, a intensifié l'activité des exploitants de silos à céréales et a contribué à la croissance du secteur ferroviaire. Les exploitants de pipelines, profitant de nouvelles capacités de production, ont affiché une hausse marquée de leur activité. Les exportations de gaz naturel ont beaucoup augmenté en décembre, afin de satisfaire la forte demande américaine.

Croissance du commerce de détail malgré les ventes médiocres d'automobiles

Les consommateurs ont délié les cordons de leur bourse pendant une période des fêtes animée, mais ils ont continué de bouder les biens coûteux comme les automobiles, de sorte que les ventes au détail ont augmenté de 0,9 % en décembre. Il s'agit là de la plus forte hausse enregistrée en cinq mois. L'expansion du commerce de détail s'est appuyée sur la croissance continue des ventes des épiceries et des stations-service. On a observé, parallèlement, une reprise des ventes des grands magasins et des établissements spécialisés dans la vente de pièces d'automobiles. La croissance soutenue des ventes de produits autres que l'essence a contribué à la progression des activités des stations-service.

Ces hausses ont été atténuées par le ralentissement des ventes des magasins de vêtements et des pharmacies. Il convient aussi de souligner l'absence d'une reprise convaincante des ventes de véhicules automobiles en décembre, l'activité de ce secteur étant figée à un niveau peu élevé depuis la forte baisse enregistrée en octobre.

Les grossistes et les détaillants ont enregistré un bon mois



Progression du commerce de gros grâce au bond de la distribution d'ordinateurs

Le commerce de gros a progressé de 0,6 % en décembre, après avoir stagné en novembre. Cette dernière hausse est survenue dans la foulée d'une reprise de la distribution des ordinateurs et des logiciels, à la suite du repli enregistré le mois précédent. Les ventes en gros de produits automobiles ont peu bougé en décembre. Les hausses observées ont été atténuées par le recul marqué des ventes en gros de machines non agricoles et par la faiblesse persistante de la distribution de matériaux de construction.

L'activité boursière stimule le secteur financier

Les services financiers ont affiché une croissance de 0,8 % en décembre. Il s'agit d'une cinquième hausse au cours des six derniers mois, hausse largement attribuable à l'intensification des activités de courtage, le volume des transactions boursières ayant fortement augmenté et le secteur des fonds communs de placement ayant rebondi.

Autres branches d'activité

Le secteur de la construction a progressé de 0,3 % en décembre, le repli de la construction résidentielle ayant quasiment neutralisé l'expansion des travaux de génie. Le fléchissement de la construction résidentielle, le deuxième seulement en six mois, a laissé toutefois le niveau d'activité de ce secteur en deçà du sommet atteint en mars 2000. La production minière a reculé de 0,1 % en raison du ralentissement des activités de forage et de montage et de la baisse de la production

de potasse. Les services aux entreprises ont enregistré une hausse modeste en décembre, grâce aux activités accrues des bureaux d'architectes, d'ingénieurs et des services scientifiques.

Profil d'activité pour 2000

L'économie a enregistré son meilleur taux de croissance économique depuis six ans en 2000. Cette expansion économique a été largement attribuable aux secteurs produisant des biens et services liés à l'informatique et aux télécommunications.

Le secteur de la fabrication a contribué de manière appréciable à l'augmentation de la production économique, l'essor spectaculaire des industries de produits électroniques ayant chapeauté une expansion généralisée de la plupart des autres grands groupes. La progression des services aux entreprises s'explique en partie par la croissance vigoureuse des sociétés offrant des services conseils en informatique. Les services de communication ont également enregistré une hausse marquée, grâce à la demande accrue des services de plus en plus nombreux offerts par les sociétés de téléphone.

Par ailleurs, le secteur des services financiers a été stimulé par la forte croissance de l'activité boursière, alors que la production minière a connu une forte reprise, en conjonction avec la hausse des prix du pétrole et du gaz naturel. La production très instable des industries du forage et du montage a augmenté de 43,1 %, représentant près des deux tiers de la croissance totale du secteur minier.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4677 à 4681.

Le numéro de décembre 2000 de la publication *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XIF, 11 \$ / 110 \$) paraîtra en mars. Une version imprimée est également disponible sur demande à un coût différent. Le CD-ROM *L'horizon industriel* (15F0015XCB, 995 \$) contient des tableaux analytiques supplémentaires sur les secteurs de la fabrication, de la construction et des commerces de gros et de détail. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements concernant l'achat de données, communiquez avec Yolande Chantigny en composant sans frais le 1 800 877-IMAD (IMAD@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. □

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Juillet 2000 ^r	Août 2000 ^r	Septembre 2000 ^r	Octobre 2000 ^r	Novembre 2000 ^r	Décembre 2000 ^p	Novembre à décembre 2000	Décembre 2000	Décembre 1999 à décembre 2000
données désaisonnalisées									
	var. mensuelle en %						var. en \$ ¹ niveau en \$ ¹		var. en %
Ensemble des secteurs	0,3	0,4	0,0	0,4	0,0	0,2	1 500	796 227	3,3
Secteurs des biens	0,0	0,3	-0,5	0,4	-0,1	-0,2	-454	258 452	2,0
Agriculture	-2,2	-0,5	-0,9	-0,9	0,3	0,4	49	12 758	-5,0
Pêche et piégeage	4,0	-6,7	-1,0	2,8	-3,6	3,6	24	690	-0,3
Exploitation forestière	1,0	-5,5	-5,7	-2,4	-4,8	-4,1	-173	4 046	-14,8
Mines, carrières et puits de pétrole	-2,4	-0,3	-0,5	1,1	0,8	-0,1	-17	27 494	3,0
Industries manufacturières	0,4	0,5	-0,4	0,7	-0,6	-0,7	-1 003	143 655	2,7
Construction	1,1	0,1	0,2	-0,4	0,7	0,3	134	42 623	0,6
Autres secteurs de services publics	-0,8	1,6	-0,6	0,2	0,8	2,0	532	27 186	5,6
Secteurs des services	0,4	0,4	0,2	0,4	0,0	0,4	1 954	537 775	4,0
Transport et entreposage	0,3	0,5	-0,3	-0,2	0,1	1,5	570	37 397	4,8
Communications	0,6	1,1	-0,2	0,4	1,0	-0,2	-61	30 620	6,6
Commerce de gros	0,5	-0,1	-0,1	1,0	-1,0	0,6	308	51 000	3,3
Commerce de détail	1,6	-0,1	0,3	-0,4	0,0	0,9	456	51 853	5,3
Intermédiaires financiers et assurances	0,3	1,2	0,3	0,9	-0,7	0,8	346	44 481	5,6
Services immobiliers et d'assurances	0,3	0,4	0,1	0,2	0,2	-0,1	-43	83 457	2,5
Services aux entreprises	0,8	0,7	0,8	1,0	0,2	0,3	154	51 487	9,3
Services gouvernementaux	0,3	0,2	0,6	0,4	0,3	0,4	183	48 154	3,9
Services d'enseignement	0,0	0,2	0,0	0,2	-0,2	0,3	103	41 079	0,8
Services de soins de santé et sociaux	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1	-0,2	-115	46 422	0,2
Hébergement et restauration	-0,1	0,6	1,1	0,3	0,7	0,3	74	21 617	5,7
Autres secteurs de services	0,1	0,3	0,1	0,3	0,3	-0,1	-21	30 208	1,9
Autres agrégations									
Production industrielle	-0,2	0,6	-0,4	0,7	-0,2	-0,2	-488	198 335	3,2
Biens fabriqués non durables	0,4	-0,7	0,0	0,3	0,9	-0,3	-185	58 175	0,8
Biens fabriqués durables	0,4	1,4	-0,6	0,9	-1,6	-0,9	-818	85 480	4,1
Secteur des entreprises	0,3	0,4	-0,1	0,4	0,0	0,2	1 240	666 045	3,6
Secteur non commercial	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	260	130 182	1,8

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ Millions de dollars au taux annuel.

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1992

	Troisième trimestre de 1999 ^r	Quatrième trimestre de 1999 ^r	Premier trimestre de 2000 ^r	Deuxième trimestre de 2000 ^r	Troisième trimestre de 2000 ^r	Quatrième trimestre de 2000 ^p	Troisième au quatrième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 2000	Quatrième trimestre de 1999 au quatrième trimestre de 2000
données désaisonnalisées									
	var. trimestrielle en %						var. en \$ ¹	niveau en \$ ¹	var. en %
Ensemble des secteurs	1,5	1,1	1,2	1,0	1,0	0,5	4 055	795 294	3,7
Secteurs des biens	2,3	1,3	1,2	1,0	0,5	0,0	14	258 864	2,8
Agriculture	0,2	0,1	-2,9	0,8	-2,5	-1,3	-167	12 711	-5,8
Pêche et piégeage	-5,1	2,1	3,4	-0,3	-6,1	-1,6	-11	682	-4,7
Exploitation forestière	11,8	-2,2	-2,6	7,4	-3,5	-12,2	-589	4 233	-11,4
Mines, carrières et puits de pétrole	2,9	3,1	2,2	2,0	-2,0	1,2	323	27 437	3,3
Industries manufacturières	2,5	1,0	1,6	1,2	1,6	-0,1	-81	144 606	4,3
Construction	0,8	3,1	0,9	-0,9	0,4	0,3	140	42 433	0,6
Autres secteurs de services publics	2,4	-0,4	2,0	1,2	0,0	1,5	399	26 763	4,7
Secteurs des services	1,2	1,0	1,2	0,9	1,2	0,8	4 041	536 430	4,1
Transport et entreposage	1,3	1,2	1,4	0,6	1,5	0,3	112	37 003	3,9
Communications	4,5	2,3	2,1	2,6	1,7	1,2	376	30 559	7,8
Commerce de gros	2,0	1,8	0,2	1,4	1,4	0,4	197	50 971	3,4
Commerce de détail	2,4	0,1	2,5	1,0	2,4	0,1	55	51 548	6,1
Intermédiaires financiers et assurances	1,2	1,2	4,3	0,2	0,6	1,2	544	44 347	6,5
Services immobiliers et d'assurances	0,6	0,5	0,8	0,5	0,8	0,5	445	83 441	2,7
Services aux entreprises	2,1	2,6	2,5	2,5	2,5	2,1	1 037	51 353	9,9
Services gouvernementaux	0,3	0,7	0,3	0,9	1,0	1,2	592	47 976	3,5
Services d'enseignement	0,1	0,1	-0,3	0,5	0,3	0,2	102	41 031	0,7
Services de soins de santé et sociaux	0,0	0,4	0,1	0,2	0,0	0,0	21	46 490	0,4
Hébergement et restauration	0,2	1,7	0,4	1,4	1,2	1,7	369	21 517	4,9
Autres secteurs de services	0,4	0,8	0,2	0,3	0,8	0,6	188	30 192	1,9
Autres agrégations									
Production industrielle	2,6	1,1	1,7	1,3	0,9	0,3	641	198 806	4,2
Biens fabriqués non durables	1,2	1,0	-0,2	0,4	0,9	0,5	317	58 125	1,6
Biens fabriqués durables	3,4	1,0	2,8	1,7	2,1	-0,5	-398	86 481	6,2
Secteur des entreprises	1,8	1,3	1,5	1,0	1,0	0,5	3 279	665 315	4,1
Secteur non commercial	0,2	0,4	0,0	0,5	0,5	0,6	776	129 979	1,7

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ Millions de dollars au taux annuel.



NOUVEAUX PRODUITS

Technique d'enquête, décembre 2000, vol. 26, n° 2
Numéro au catalogue: **12-001-XPB** (47\$).

Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles, décembre 2000
Numéro au catalogue: **13F0016DDB** (250\$/1 000\$).

Estimations du revenu du travail, estimations mensuelles: Tableaux et document analytique, décembre 2000
Numéro au catalogue: **13F0016XPB** (20\$/200\$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles, quatrième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: **13-001-DDB** (125\$/500\$).

Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles: Tableaux et document analytique, quatrième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: **13-001-PPB** (50\$/180\$).

Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles, quatrième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: **13-014-DDB** (300\$/1 200\$).

Comptes des flux financiers, estimations trimestrielles: Tableaux et document analytique, quatrième trimestre de 2000
Numéro au catalogue: **13-014-PPB** (50\$/180\$).

Production de fruits et légumes, février 2001
Numéro au catalogue: **22-003-XIB** (23\$/46\$).

Transport et distribution du gaz naturel, novembre 2000
Numéro au catalogue: **55-002-XIB** (13\$/125\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F (anglais) 11-001F (150) (00000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Nouvelles editions à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut, contrairement à ce qu'on s'attendait, relativement stable.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les actifs financiers à court terme 10
- Aide de l'impôt personnelle, septembre/octobre et le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: MARS 2001

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
7	Permis de bâtir	Janvier 2001
7	Indice de l'offre d'emploi	Février 2001
9	Enquête sur la population active	Février 2001
9	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Octobre-décembre 2000
12	Indice des prix des logements neufs	Janvier 2001
13	Projections démographiques	2000 à 2026
14	Ventes de véhicules automobiles neufs	Janvier 2001
15	Enquête sur la sécurité financière	1999
16	Voyages entre le Canada et les autres pays	Janvier 2001
20	Commerce de gros	Janvier 2001
20	Commerce international de marchandises du Canada	Janvier 2001
21	Indice des prix à la consommation	Février 2001
21	Commerce de détail	Janvier 2001
22	Assurance-emploi	Janvier 2001
22	Indice composite	Février 2001
22	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Janvier 2001
23	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Janvier 2001
26	Enquête sociale générale, cycle 14, Accès et utilisation des technologies de l'information et des communications	2000
27	Bilan des investissements du Canada	2000
27	Comptes du bilan national	2000
28	Juristat: Maisons d'hébergement	1999
28	Indicateurs nationaux du tourisme	Quatrième trimestre de 2000
29	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Février 2001
29	Emploi, rémunération et heures de travail	Janvier 2001
29	Productivité du travail, rémunération horaire et coût de main-d'oeuvre	Octobre-décembre 2000
30	Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs	Janvier 2001
